

L'histoire du CELIB (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons) est à elle-seule révélatrice de l'ampleur de la démission des notables de la région.

Dans les premières années de son existence, le CELIB s'est posé en défenseur résolu des "intérêts bretons". Sous la Quatrième République, en faisant pression auprès de l'Etat et des parlementaires, en sensibilisant l'opinion, il a pu faire illusion et obtenir quelques avantages, si tant est qu'on puisse parler d'avantages à propos d'implantations telles que Citroën.

1958 et l'avènement du Gaullisme ont marqué un coup d'arrêt à l'efficacité de cette discrète activité de pression. L'Etat mis en place en 58 est en effet tout différent de celui qui existait sous la IVe. C'est un ETAT FORT qui impose sans concessions ni compromis les volontés de la grande bourgeoisie alors que l'ETAT PARLEMENTAIRE de la IVe, instable, fragile était vulnérable à toutes les pressions et pratiquait une politique beaucoup plus hésitante.

Aussitôt installé le Pouvoir gaulliste fait savoir aux notables bretons qu'il n'entend pas composer avec eux. Il fait fermer des lignes de chemin de fer, attaque de front l'agriculture et jette à la poubelle le "Projet de loi-programme" minutieusement mis au point par le CELIB.

Dans un premier temps les notables bretons réagissent. Ils mobilisent l'opinion, organisent des manifestations spectaculaires: "bataille du rail", "prise" de la sous-préfecture de Morlaix. Mais la riposte fait long feu: les animateurs du mouvement, Martray, Gourvennec, etc... sont vulgairement achetés par le Pouvoir ou préfèrent se ranger plutôt que de développer un mouvement qui les emmène là où ils ne peuvent ni ne veulent aller: vers une remise en cause du capitalisme.

Le Pouvoir a fait savoir qu'il ne marchandait pas. Les notables ont protesté puis se sont inclinés.

Désormais l'Etat Fort ne rencontrera plus de leur part d'opposition sérieuse. Ce qu'il cèdera - des travaux routiers, quelques usines-pirates d'électronique pour des raisons électorales - il le donnera de son propre chef sans avoir à marchander.

DERNIERE CENTRALE E.D.F.
MINUTE ! DU PORTZIC

ON FERME !

Le personnel de la Centrale EDF de Brest-Portzic nous informe qu'il est envisagé de fermer définitivement la centrale en 1975.

Cette information confirme que l'industrialisation dont on nous parle pour la Bretagne est un bluff sinistre. Comment envisager la création d'industries sans créer sur place les sources d'énergie nécessaires?

Comme on prévoit par ailleurs la fermeture de la Centrale nucléaire des Monts-d'Arrée (Brenni-

lis) en 1978 et que les plans de l'EDF ne prévoient aucune création dans la région, il est évident qu'on n'envisage pas réellement de créer des industries importantes en Bretagne. Tous les bavardages, toutes les promesses faites à ce sujet ne sont que du bla-bla-bla électoraliste.

Dont acte.

La ligue Communiste, pour sa part se déclare prête à engager ses forces dans une campagne de soutien aux travailleurs de l'EDF, contre la fermeture de leur centrale.